



Imprimer cet article publié le 28-09-2010 sur le site www.la-croix.com

la-Croix.com



Au Brésil, Lula, entre audace sociale et prudence économique

Le président brésilien sortant restera celui du décollage économique. Grâce à la poursuite de la politique de son prédécesseur, mais grâce aussi à une politique sociale ambitieuse, qui a dopé le pouvoir d'achat des plus démunis



Le président brésilien sortant Luis Ignacio Lula da Silva et la candidate du parti des Travailleurs Dilma Rousseff lors d'un meeting le 27 septembre à Sao Paulo (AP/ Penner).

« Quand je veux trouver une baby-sitter pour garder mes enfants, j'ai de plus en plus de mal. Et quand mon ordinateur fait des siennes, je ne peux plus vraiment compter sur l'homme qui, avant, me dépannait à toute heure : aujourd'hui, il a de nouvelles exigences. Par exemple, le samedi, il ne travaille plus.

“Le samedi, c'est pour mes enfants”, dit-il... » Contrairement aux apparences, Fernando Puga, n'est pas en train de se plaindre. Bien au contraire : « Tout ça, ce ne sont que de bonnes nouvelles, se réjouit le directeur des services de recherche à la Banque nationale de développement économique et social (BNDES). C'est le signe que le Brésil avance. »

Car on a beau regarder de près [l'ensemble des statistiques brésiliennes](#), difficile de trouver un indicateur au rouge. Le chômage ? Au plus bas, ne touchant plus que 6,7 % de la population active du pays, contre près du double en 2002. La croissance ? Record, avec un taux d'environ 8 % attendu cette année, digne de la Chine.

La pauvreté ? En forte chute : « Entre 2003 et 2008, le nombre de Brésiliens vivant sous le seuil de pauvreté a diminué de 43 %, écrit Marcelo Neri, chef économiste au Centre pour les politiques sociales de la Fondation Getulio Vargas, à Rio. Sur cette période, les revenus des 10 % les plus pauvres ont augmenté à un rythme remarquable de 9,6 % par an. »

Un pays modernisé

Dans le centre de São Paulo, la capitale économique du pays, les vieilles voitures ont presque toutes disparu d'un paysage qui se modernise, au point de perdre, par endroits, son charme désuet. Même en périphérie, des quartiers se

sont dotés de banques, et quelques stations de métro très modernes ont vu le jour...

Dans les favelas et dans le Nordeste, la pauvreté frappe toujours et la route vers le « premier monde », comme disent les Brésiliens, sera encore longue. Mais le pays est sur la bonne voie, et ses habitants le savent : selon une enquête de l'institut américain Pew Research Center, seuls les Chinois, sur un ensemble de 22 pays étudiés, ont un meilleur moral qu'eux...

Une envolée qui explique la popularité phénoménale du chef de l'État, sur le point de quitter le pouvoir pour rentrer dans l'histoire comme le président du décollage du Brésil : après huit ans de pouvoir, Lula bénéficie d'une approbation record de 80 %. Seuls 4 % de ses compatriotes sont mécontents de son travail... Si la Constitution ne l'empêchait pas de briguer un troisième mandat consécutif, l'ex-métallo bientôt ex-président serait réélu haut la main, sans avoir besoin même de faire campagne.

Génie...ou verni?

Mais Lula est-il un génie... ou un verni ? Le Brésil a-t-il décollé grâce à lui... ou le chef de l'État a-t-il décollé grâce au Brésil, arrivé à maturité au début du XXI^e siècle, à l'image de l'Inde ou de la Chine ? « Les deux, assure Samuel Pessoa, économiste à l'Institut économique brésilien. Lula a bénéficié du travail de stabilisation mené par son prédécesseur, Fernando Henrique Cardoso, et a eu l'intelligence de continuer la même politique économique saine, pragmatique. »

« Du coup, poursuit-il, le pays a pu bénéficier à plein de la croissance chinoise, mais aussi d'une fenêtre de tir démographique : le taux de croissance de la population a fléchi depuis le milieu des années 1970, ce qui donne aujourd'hui une société où le poids de la jeunesse, qui coûte cher en dépenses d'éducation, est plus faible. Et les retraités, qui pèsent lourd en termes de santé et de retraites, ne sont pas encore aussi nombreux que chez vous, en Europe. Nous aurons cet équilibre favorable encore pendant près de vingt-cinq ans. »

À gauche, en revanche, on estime que c'est la politique sociale ambitieuse et novatrice du gouvernement Lula qui a fait la différence, en redistribuant du pouvoir d'achat. Aujourd'hui, 12,7 millions de familles démunies – soit près du tiers de la population brésilienne – reçoivent la Bolsa Familia, qui représente chaque mois un transfert de 1,2 milliard de reais (500 millions d'euros). À quoi s'ajoute la revalorisation continue du salaire minimum, qui a augmenté chaque année – en moyenne et en termes réels – de 6,2 % entre 2002 et 2010.

Une crise financière bien gérée

Mais droite et gauche sont d'accord sur une chose : le gouvernement a très bien géré la crise financière internationale de 2008-2009. Samuel Pessoa, guère convaincu par les options idéologiques de l'équipe Lula, reconnaît cependant que sa réponse à la crise partie de Wall Street a frôlé le sans-faute.

« Le gouvernement a très bien réagi, notamment en baissant les impôts sur certains biens de consommation durable et en distribuant du crédit aux entreprises, via la banque publique BNDES, qui aide au financement des investissements privés, explique-t-il. En plus, depuis son arrivée aux affaires, il a accéléré la réévaluation des salaires de la fonction publique, ce qui a donné un coup de pouce à la demande intérieure, empêchant celle-ci de s'effondrer sous le coup de la contagion internationale. »

"Même si le monde va à l'hôpital, nous on tient le choc"

À la BNDES, Fernando Puga refuse d'entrer dans le débat des responsabilités des uns et des autres. Mais il constate le rôle décisif, et nouveau, joué par le marché intérieur. « Avant, le Brésil était toujours dépendant de l'intérêt des étrangers pour notre économie, explique-t-il. Quand une crise frappait, tout le monde rentrait chez soi, et nous souffrions. On avait l'habitude de dire que quand le monde avait un rhume, le Brésil finissait à l'hôpital... »

Selon lui, c'est désormais l'inverse : « Même si le monde va à l'hôpital, on tient le choc. Grâce en particulier à la forte impulsion à la demande intérieure donnée par le gouvernement Lula, à la fois avec la Bolsa Familia et les hausses du salaire minimum. C'est grâce à cette demande soutenue que nous avons digéré si rapidement la crise internationale. »

Si le pays a connu une légère récession en 2009, il est vite reparti sur les chapeaux de roue. Grâce aux ménages brésiliens, qui n'ont pas cessé de consommer et ont empêché le pays de connaître la panne sèche.

Gilles BIASSETTE, à RIO DE JANEIRO, SÃO PAULO